

PAUL FEUILLOLEY

*Témoignage :
les maires vus par un préfet*

Peu avant le 2 mai dernier, date marquant la limite d'âge de mes fonctions, j'adressai de la préfecture de la Région basse Normandie à Caen le message d'adieu aux 704 maires du département du Calvados, avec une pensée particulière pour les 39 femmes maires.

Ce message résume ce qu'il m'est demandé de témoigner.

« Le 2 mai prochain, je suis admis à faire valoir mes droits à la retraite après trente-neuf années de carrière préfectorale, précédées elles-mêmes par celles consacrées à l'enseignement public.

« J'emporte de toutes ces années nourries de contacts avec la vie locale un souvenir très vif marqué du respect pour la fonction municipale. Témoin privilégié du dévouement et de l'attachement au bien public qu'elle suppose, j'ai mesuré combien le maire, secondé par son conseil municipal, est soucieux de l'épanouissement de sa cité, grande ou petite. Non seulement sa tâche ne se résume pas en termes de bon entretien, d'équipements publics, de réalisations intercommunales, mais elle s'élargit aussi tout naturellement au cercle de la vie elle-même. Pour ses concitoyens dont il a la confiance, le maire, c'est l'ami des bons et des mauvais jours, le confident des joies et des peines...

« Ce respect de l'élus, placé au-delà des clivages politiques, je m'honore de l'avoir toujours pratiqué. »

Ainsi pendant trente-neuf années passées continûment sur le terrain à travers préfectures et sous-préfectures, j'ai travaillé en permanence avec les maires, à la recherche du bien public. Ce furent véritablement mes compagnons de route.

Instituteur public pendant six ans en Seine-Maritime avant le

concours de chef de cabinet de préfet, je suis déjà tout jeune au contact avec eux et je trouve d'ailleurs symbolique que mon rappel chronologique commence par l'Ecole, car la fonction municipale s'identifie pleinement et sentimentalement avec elle.

Poitiers, le 1^{er} janvier 1944 marque mes débuts administratifs de chef de cabinet de préfet dans la Vienne, département coupé par la ligne de démarcation. C'est la guerre, l'occupation et d'emblée je mesure la tâche écrasante, difficile, dangereuse qui s'abat sur les élus. Dans ce contexte explosif, l'administration fait l'impossible pour donner la main aux maires qui arrivent à la préfecture chargés de soucis mais l'âme solide. Je partage d'autant plus leurs graves préoccupations que ma pensée va vers le maire de ma petite commune natale, mon père, aux prises dans la zone interdite de la région havraise avec les exigences de l'occupant.

Le bombardement de Poitiers, en juin 1944, fait 200 morts et des centaines de blessés. Le maire, le préfet sont sur les lieux aussitôt et organisent les secours. A Châtellerault, le maire est blessé en se rendant sur les lieux bombardés.

La Libération, le retour tant attendu des déportés, des prisonniers, engendrent la joie dans les cités mais il faut veiller aussi à stopper les exactions, les règlements de compte, les dénonciations. Il faut surtout ravitailler la population, remettre en marche les services, donner un toit aux sans logis...

La sous-préfecture de Castellane, dans les Basses-Alpes, devient en automne 1946 mon premier poste de sous-préfet : un arrondissement de la Haute-Provence de 34 communes dont 10 n'ont pas 10 habitants.

Chacun des maires déplore l'évasion des familles que la route aménagée accélère. Amoureux de leur terroir, ils m'emmènent voir les quelques familles qui restent, et, en se documentant sur la réglementation des immeubles menaçant ruine ou sur celle des biens vacants, ils s'interrogent sur la façon de renverser cet exode suicidaire.

A cette époque l'arrondissement compte une seule femme maire, Mme Blanc, maire du Fugeret. La veille du classique conseil de révision, Madame le Maire m'annonce que, tenant à remplir pleinement son mandat, elle assistera personnellement à la séance. Ce qu'elle fait le lendemain à la stupéfaction de ses collègues. « Je pourrais être leur grand-mère », m'avait-elle dit.

La grande affaire du moment, c'est la construction du barrage du Verdon qui va noyer le petit village de Castillon.

Ces communes, si attachantes, je les quitte pour rejoindre la capitale du Perche, Mortagne-au-Perche, fière à juste titre de son

arrondissement de 146 communes et de ses chevaux percherons. Les comices, je vais ici les découvrir et les pratiquer avec leurs rites auxquels sont attachés les maires que personnifie si bien M. Aveline éleveur de grand renom, maire de Dorceau. La messe solennelle ouvre les cérémonies et après un banquet servi sous la tente où le cidre et le calvados coulent généreusement, la remise de décorations aux éleveurs et aux vieux serviteurs, sur l'estrade empanachée de verdure, fait revivre les pages de Flaubert.

A Mortagne, M^e Lestang, avoué plaissant, est maire. Je veux évoquer avec reconnaissance son mandat. Grâce à lui, je me suis familiarisé de très près à la vie municipale puisqu'il a la bonne idée de convier le sous-préfet à ses réunions hebdomadaires d'adjoints. Sans y prendre part, sauf à relever les interventions à faire, je partage de l'intérieur la vie d'une petite ville de 4 000 habitants.

En 1951, je rejoins la sous-préfecture des Andelys dans l'Eure, ville sinistrée à 90 % où la grande tâche s'identifie à celle de la reconstruction et du relogement des sinistrés.

Le doyen de fonctions des maires devenu président de l'Union des Maires du département est M. Moneyron, maire de Bourg-Beaudouin. Homme distingué, avocat au barreau de Rouen et châtelain en sa commune, il consacre avec bonheur tout son temps à la collectivité sans négliger sa serre d'orchidées.

Le secrétariat général de l'Eure de 1956 à 1960 coïncide avec l'époque de la décentralisation industrielle dont la ville d'Evreux va largement bénéficier. M. Mandle, directeur de journal et maire, joue en ce domaine un rôle essentiel dans ses rapports avec les industries et dans sa politique volontariste d'aménagement. Dans les campagnes on réclame des foyers ruraux.

La sous-préfecture de Saint-Gaudens en Haute-Garonne m'attend avec ses 235 communes. Les maires de la montagne, je les vois chez eux, au cœur de l'hiver, le traîneau tiré par les bœufs ouvrant le chemin conduisant à la mairie ; je les rencontre dans leurs champs minuscules, labourant dans un site grandiose leurs maigres parcelles, me confiant leurs soucis de voir les fougères envahir les pâturages, l'écobuage déclencher des incendies, les jeunes descendre dans la vallée pour le travail et ne plus remonter au village... Dans le Comminges on subventionne le goudronnage des cours de ferme trop boueuses.

Les événements d'Algérie se déroulent alors et des familles, hélas frappées, sont douloureusement informées par les maires.

La guerre d'Algérie, je vais la connaître sur place, à Alger où j'arrive en octobre 1961 en qualité de secrétaire général d'Alger.

Dans le cadre magnifique de ces terres méditerranéennes, au sein de grandes communes très bien équipées, que de drames et de peines dans les cœurs !

Aux enlèvements et exécutions du FLN répondent les assauts de l'OAS. Les maires, dans ces déchirements font preuve d'une extrême capacité de sang-froid et de courage mise encore plus à l'épreuve aux sombres moments du grand exode vers la métropole. J'ai été le témoin de ces drames, au cœur de la capitale d'Alger et j'en garde, ayant poursuivi ma tâche après l'indépendance comme consul général de France à Bône, un souvenir indélébile.

Fidèle au corps préfectoral qui m'a formé je suis nommé dans une des quatre nouvelles sous-préfectures créées dans l'agglomération parisienne, à Palaiseau ; circonscription de plus de 400 000 habitants, elle-même dotée de nouveaux cantons. Devant l'ampleur des dossiers d'aménagement les maires s'engagent vers la formule des districts urbains et les réunions nombreuses mais constructives pour le district de Bures-Orsay, du canton de Limours ou celui d'Ablon-Villeneuve-le-Roi, me reviennent en mémoire. Sur le plan politique les tensions sont vives dans la banlieue et le sous-préfet, qui n'entend pas être l'homme d'un élu mais seulement celui du Gouvernement et de l'Etat, suivant la tradition du corps préfectoral, subit alors et, de ce fait, un retrait administratif, objet de critiques unanimes des maires.

C'est à Mayenne que ce rajeunissement de carrière s'opère, chef-lieu d'un arrondissement rural avec ses 99 communes bien cadrées autour de leur clocher. Mes visites me confirment les qualités d'accueil et de travail des Mayennais à l'image de M. Ballayer, actuellement sénateur, président du Conseil général et qui donne à sa commune d'Ernée, au cœur de mon arrondissement, une impulsion économique remarquée. Dans les mairies, un grand crucifix rappelle la profondeur des convictions religieuses et dans les écoles les garçons se regroupent à l'école laïque tandis que les filles fréquentent l'école libre.

Ma cure de rajeunissement prend fin et je rejoins à nouveau la banlieue parisienne, retrouvant au Raincy en Seine-Saint-Denis un arrondissement très important allant vers les 500 000 habitants densifiés en 16 communes et 11 cantons.

Au nord de l'arrondissement se crée l'aéroport de Roissy et au sud pousse la ville nouvelle de Marne-la-Vallée dont le centre se trouve en plein cœur de Noisy-le-Grand. M. Serelle, ouvrier menuisier retraité, est le maire de la cité de 30 000 habitants. Homme d'un parfait bon sens, il a beaucoup à faire pour endiguer, aidé par le sous-préfet, les visées des technocrates.

Dans cet arrondissement urbain, il faut une coopération indispensable entre les cités. Le réalisme des maires, pourtant opposés politiquement, assure la mise sur pied de syndicats d'aménagement couvrant l'arrondissement. Celui du Raincy regroupe ainsi la municipalité communiste de Clichy-sous-Bois, celle socialiste de Livry-Gargan et celle UNR de Gagny animée par M. Valenet député-maire, grand résistant qui est respecté de chacun. C'est à Livry-Gargan, en pleine réunion consacrée aux cas sociaux de la charmante ville qu'anime M. Vincent, cadre supérieur retraité, que j'apprends ma nomination de préfet du Lot-et-Garonne.

Mes vingt-sept années sous-préfectorales, au contact permanent avec les communes et les villes m'ont bien appris ce que souhaitent les magistrats municipaux. Devenu au plan départemental le patron des services, il m'appartient d'en tirer la leçon. La machine administrative nourrie de règlements qui s'amoncellent en couches géologiques, engorgée par des décisions trop centralisatrices est lourde, bien trop lourde malgré la qualité de ses agents et sans cesse il faut lui insuffler de l'oxygène.

Dans le beau terroir de l'Agenais, les réunions tournent souvent autour du pruneau et du rugby. A Agen, avec le concours actif et enjoué du regretté maire de la cité, le Dr Esquirol, chirurgien, se crée le district de l'agglomération, un district qui fait couler beaucoup d'encre et anime les discussions. Les maires de l'Agenais, je les rencontre dans chacune de mes réunions ou visites consacrées au marché au cadran de la tomate du Marmandais, aux réalisations des actives coopératives vinicoles et fruitières, à la rénovation du canton de Beauville cher au maire et conseiller général, M. de Vençay agriculteur, sans oublier les sorties consacrées à la culture du tabac, à l'élevage de la Blonde d'Aquitaine ou à la promotion du pruneau qu'anime le Bureau interprofessionnel de Villeneuve-sur-Lot.

Le Lot-et-Garonne c'est aussi pour le préfet, le maire de Bias M. Dubois, agriculteur et le maire de Sainte-Livrade M. de Cacqueray, agent de biens, le grave problème de l'insertion des harkis et des réfugiés asiatiques installés en centres d'accueil sur les deux communes.

Deux années passées dans l'amitié gasconne me conduisent dans le Var qui vient de vivre les heures chaudes du transfert de la préfecture de Draguignan à Toulon. L'ancien chef-lieu vit sous le traumatisme et M. Soldani sénateur-maire, président du conseil général, ne manque pas de traduire avec lyrisme et foi l'émotion de la cité. Au conseil général ou dans sa mairie, à l'occasion des séances de travail, le tribun qu'il est tonne de la voix et à ses côtés, le préfet, dont le sang normand s'échauffe moins vite, attend pour intervenir

dans le respect des sentiments exprimés, la baisse de la température méridionale.

La nouvelle préfecture démarre au pied du Mont-Faron dominant la splendide rade mais le maire du chef-lieu, M. Arreckx commerçant, avec son style jovial et les rapports sympathiques qu'il entretient avec tous ses collègues, n'en tire pas vanité au conseil général, ce qui contribue à panser les plaies du transfert. Les harkis du Lot-et-Garonne, je vais retrouver leurs frères établis cette fois en hameaux forestiers. Là encore, avec les maires, ce sont des visites et des réunions répétées pour loger, scolariser et insérer.

Les fleurs d'Ollioules, le rosé du Var vont céder la place au camembert et au cidre de la Normandie, le Gouvernement m'appelant comme préfet de la Région basse Normandie, préfet du Calvados.

Des plages de débarquement de la Provence, je me retrouve avec celles de Normandie et les maires ne manquent pas d'évoquer les heures dramatiques de ces combats où les cités et les populations furent à l'épreuve aux heures mêmes de la Libération.

Dans le magnifique Hôtel de Ville de Caen, je rends visite à M^e Girault, avocat, sénateur-maire, fier de sa belle cité qui fut si meurtrie et je tiens aussitôt, voulant saluer collectivement les 704 maires du département, à me rendre auprès du doyen de fonctions M. Pitard, maire de Familly depuis cinquante-trois ans. Avec le conseiller général, je me revois dans les chemins creux du pays d'Auge illuminés par les aubépines rouges pour rejoindre la petite mairie qui, une plaque le rappelle, n'a connu que 10 maires depuis la Révolution.

La basse Normandie me fait retrouver l'Orne de ma jeunesse et deux maires toujours en fonction : M. Mandonnet, agent commercial, maire de Le-Pas-Saint-Homer devenu président de l'Association des maires du départements et M. de Courson, banquier, maire de L'Hermitière, conseiller général siégeant au conseil régional.

Dans les 42 tournées cantonales du Calvados, c'est l'heure de l'assainissement, de la généralisation du téléphone et de la lutte pour l'emploi. Dans chacune de ces réunions de travail, je redis tout naturellement ce que m'ont enseigné les rapports avec les maires tout au long de ma carrière préfectorale et je sens bien que ce langage est celui de mes interlocuteurs.

Je veux une administration au service des maires. Il faut l'observation des délais annoncés pour la réalisation des projets et des délais qui s'expriment en durée : tant de jours ou tant de mois en excluant ces adverbes tels que rapidement, prochainement, ou ces expressions classiques, meilleurs délais, dès que possible... J'ai connu

des « incessamment » qui dureraient une année et des prochainement qui ne se réalisaient pas ! Il faut bannir les sigles qui déhumanisent. Tout naturellement, les réunions cantonales débordent du plan administratif pour aborder celui de l'économie et aux soucis des maires touchant au chômage et à l'agriculture, le préfet évoque la recherche d'une meilleure adaptation de l'emploi à la formation, la relance du contrôle laitier, la lutte contre la brucellose, l'accélération du remembrement, la promotion des produits normands.

Durant mes quatre années de fonctions à Caen, je m'applique à travailler aux objectifs tracés, au coude à coude avec les élus tant au plan départemental que régional. Haut-normand de naissance, je suis le préfet de Région de basse Normandie et, de la magnifique salle des Gardes des assemblées régionales, je mesure les nuances qui séparent les deux régions normandes de Caen et de Rouen et dont l'unité est revendiquée avec une flamme généreuse par le Dr German, président du conseil régional, maire de Falaise où naquit Guillaume-le-Conquérant.

En écho à ce souhait et de cette si attachante basse Normandie, j'emporte l'intime sentiment que le jour où le problème de la réunification voudra bien se poser en termes d'analyse économique, la Région Normandie, fière de son histoire et de ses atouts, s'affirmera avec la puissance qui est la sienne. La jeune génération la fera.

Le 1^{er} mai, après la mise en place, au plan régional et départemental des nécessaires mesures de décentralisation voulues par le Gouvernement, c'est la fin d'une longue course administrative menée, de bout en bout, en poste territorial, jusqu'à son terme légal.

Ce rappel auquel je me suis plu à donner une tournure chronologique et personnelle, il aurait sans doute été plus scientifique de le traiter en termes d'analyse de science politique et ainsi parler de la diversité des maires à travers leur profession depuis l'ouvrier, l'avocat, l'agriculteur, le cadre ou le châtelain... Je les ai bien connus les uns et les autres dans leurs mairies et souvent dans la chaleur de leur foyer.

En parler aussi à travers leur âge. Savoir que les 704 maires de mon dernier département fier de ses 39 femmes maires comptent 17 maires de moins de 35 ans et 276 de plus de 60 ans, illustre certes des continuités mais aussi des comportements.

J'aurais pu évoquer davantage la politique en soulignant, ce qui n'est pas jusqu'alors assez étudié et que j'ai bien senti dans mes différents postes, à savoir la géographie politique. Il y a plus que des nuances dans chaque parti suivant que l'on se trouve au nord ou au sud, à l'est ou à l'ouest et il faudrait davantage de prudence dans

l'analyse des voix pour mieux apprécier la portée des scrutins.

A la sous-préfecture des Andelys, le conseiller général de Pont-de-l'Arche est M. Pierre Mendès-France, maire de Louviers, président du conseil général et lorsque je participe aux réunions cantonales, le président dirige le Gouvernement. Je suis donc le témoin direct et admiratif des qualités de l'homme d'Etat, discutant de la Communauté européenne de Défense, mais connaissant aussi bien les dossiers de chacune des communes de sa circonscription.

Le maire de Giverny, c'est M. René Mayer, garde des Sceaux que je vais voir place Vendôme pour lui rendre compte de l'avancement de ses dossiers communaux et qui déjà se soucie de la mise en valeur de la maison de Claude Monnet.

A Saint-Gaudens, je vois chaque fin de semaine M. Hyppolite Ducos, maire de la petite commune de Lilhac, doyen du Parlement qui, en évoquant ses souvenirs de la Chambre bleu horizon, me pose souvent des « colles » pour savoir si tel ou tel électeur a bien le droit d'être inscrit sur la liste électorale.

M. Ballanger, président du Groupe communiste à l'Assemblée, je le rencontre à Aulnay-sous-Bois dont il est maire adjoint. Il mène avec le sous-préfet et les administrations et aussi avec sa bonne humeur, la lutte contre les taudis de la banlieue et chaque mois nous nous retrouvons à la commission administrative de l'hôpital dont il suit les problèmes de modernisation avec beaucoup de soin.

Dans l'arrondissement de Palaiseau, à sa création, Ablon fait partie de la nouvelle circonscription et avec le maire M. Poher, actuellement président du Sénat, très attaché à sa commune natale il est possible de créer le district d'Ablon-Villeneuve-le-Roi. A ce titre, le dernier soir de mes fonctions de sous-préfet, je le passe avec le conseil municipal qui vote son adhésion finale.

Dans ce rappel de souvenirs, j'aurais pu encore citer les grands chefs d'entreprise arrivés seuls à la force du poignet, devenus maire de leur cité et qui supportent souvent mal les entraves administratives d'autant qu'ils ne les ont pas subies dans leurs succès personnels.

Au bord de la Seine, M. Dupont, créateur des restaurants du même nom à Paris, est maire de Muids. « Chez Dupont, tout est bon » proclame son slogan publicitaire et il ajoute malicieusement « sauf le patron ». Il a la passion de l'essor touristique de sa pimpante cité. Son adversaire local, pour l'ennuyer, laisse pousser les orties dans son pré contigu à la mairie. Je ne peux trouver un texte pour y mettre fin, au désespoir de M. Dupont, n'étant armé réglementairement que pour le gui et les chardons !

Dans le Var, à Signes, M. Ricard, le père de l'apéritif dirige la

commune qu'il veut coquette et active, mais les règlements de l'urbanisme sont sa bête noire. Au surplus, la commune, sur son très vaste territoire, s'afflige d'un gigantesque dépôt d'ordures de l'agglomération toulonnaise et il faut voir avec quelle flamme M. Ricard mène un combat, à dire vrai justifié, contre l'Administration.

A Cabourg, sur la côte normande, le maire M. Coquatrix, président directeur général de l'Olympia à Paris, nourrit pour la cité de Proust des projets de piscine et d'animation. Les critiques lui font de la peine et il me la confie, retrouvant son sourire délicat à l'évocation des souvenirs du monde du spectacle que je sollicite.

J'arrête là mon propos qui s'étire sur une vie administrative consacrée au service de l'Etat. Les maires servent aussi l'Etat. Tout au long de ma carrière, je n'ai jamais cessé de mesurer leur sens aigu de l'intérêt général et la permanence de leur responsabilité que consacre si bien l'écharpe tricolore avec glands à franges d'or. J'emporte la fierté personnelle de n'avoir connu aucun conflit avec chacun d'eux.

Si j'avais à retenir deux seuls souvenirs, je mentionnerais deux modestes visites de montagne. Dans ma première sous-préfecture des Alpes, je me rends un jour en passant dans le voisinage, dans une minuscule commune isolée. Sur l'aire de la petite ferme du maire, le blé est encore foulé par les bœufs. Homme âgé, le premier magistrat a l'estime de ses concitoyens car il administre avec sagesse. Je sens bien une petite réticence lorsque je manifeste le souhait de connaître la modeste mairie. Ma jeunesse excuse sans doute mon insistance si bien qu'ensemble maire et sous-préfet gravissons l'escalier de bois menant à la maison commune. Lorsque la porte s'ouvre en grinçant, je comprends de suite l'hésitation légère du maire. Sur la table, le courrier d'un mois sans doute s'étale non ouvert. Je retiens qu'il y a là le flux des papiers adressés systématiquement à toutes les localités du département dont beaucoup ne concernent pas la petite commune. De ce fait, le maire n'ouvre son courrier que par à-coups, guidé sans doute par son flair paysan. Lorsque je quitte le village, tout respire le calme, les gens travaillent aux champs, la quiétude règne... c'est ma première leçon : on peut donc vivre sans les circulaires !

Dans les Pyrénées, en haute vallée d'Oueil, le maire de Caubous et son conseil municipal me reçoivent. C'est l'hiver et à 800 m d'altitude, le cadre grandiose respendit dans sa blancheur. Il fait très froid dans la mairie malgré la chaleur du propos sur la forêt et les troupeaux. Le maire s'excuse de laisser la fenêtre ouverte car Caubous recevant pour la première fois un sous-préfet, il a arboré le drapeau

et de ce fait ne peut plus fermer la fenêtre. Un porto final, bien frappé dans le placard de la mairie apporte la conclusion à cette rencontre paisible et sensible à la fois, image bien modeste d'une France profonde, mais image symbolique de ce qui fait la grandeur de la fonction de maire.

C'est le plus beau des mandats.

Paul FEUILLOLEY. — A personal experience : mayors — as seen by a prefect.

During his long career in the various provinces, the prefect worked alongside the mayors. Different countryside, different problems, important issues of the moment changing with time ; these mark the numerous facets of municipal responsibility. What remains is the underlying certainty of the importance of local life and its fundamental vivacity.

RÉSUMÉ. — *Tout au long de sa carrière menée de bout en bout en poste territorial, le préfet a travaillé avec les maires. Variété du terroir, variété des problèmes, variété dans le temps des urgences du moment marquent les facettes multiples de la responsabilité municipale. C'est cependant toujours la permanence du sentiment de la valeur de la vie locale et de sa nécessaire animation.*